

LA GRANDE RELEVÉ

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin



d'après Plantu

au sommaire
de ce numéro:

Éditorial : attention, danger !

Pendant cinq ans après les élections, nous ne pourrons plus donner notre avis.

M-L DUBOIN ----- p.3

L'Europe en panne

L'Allemagne n'est pas plus prête que la France à remplir les conditions posées par Maastricht

J-P MON ----- p. 5

Contre-pouvoirs contre pouvoirs

Syndicats, associations, tout le monde doit s'organiser à travers l'Europe pour faire entendre la voix des peuples face au libéralisme

A.PRIME ----- p.8

Dix pour tous

L'expérience du Groupe des Dix, formé et animé par J.Robin, est présentée dans le livre que vient d'écrire

B.CHAMAK ----- p.9

Décider, aujourd'hui

Le peuple doit s'éveiller, refuser les préjugés et ouvrir les yeux, enfin!

A.LAVIE ----- p.12

Lettre ouverte

à Lionel J'OSE PAS !

P.ROBICHON ----- p.13

Lectures ----- p.10

Tribune Libre ----- p.11

N° 966 mai 1997

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Rèlements :

par CCP : " La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04

Fax 01 30 71 93 89

adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco). Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

~~**épuisé** **L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE**~~

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

nouvelle édition LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour comprendre les mécanismes d'une économie alternative comparés à ceux de l'économie actuelle. L'économie distributive vécue dans ses détails (110 F).

♦ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

texte d'une conférence d'André PRIME (25 F)

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série de janvier 1992 à 25 F franco

LA TROISIÈME VOIE

numéro hors série de décembre 1996 à 15 F franco

♦ *Enfin une bande dessinée :*

« ET SI ON CHANGEAIT ? »

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (25 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

**Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.**

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**

cinq semaines, pour cinq ans...



A-L W

attention, danger !

Allons, bon ! Quel manque de chance pour ces vingt malheureux députés qui, ce soir, travaillaient à la "loi contre les exclusions" lorsque Ph.Seguin est venu leur dire qu'ils pouvaient rentrer chez eux ! Ils avaient pourtant bien du mérite : cela faisait deux ans qu'ils attendaient de se pencher sur cette loi, depuis que dans sa déclaration de politique générale, faisant écho aux promesses du candidat J.Chirac, A.Juppé l'avait annoncée en s'engageant à faire de l'exclusion « *la première exigence de l'action collective* ».

Si on avait cru à ces engagements, on s'étonnerait que dans l'intervalle ce projet de loi ait cessé de figurer parmi les quatre "grands chantiers prioritaires" du second gouvernement Juppé. Et comment expliquer qu'avec la hausse du taux de chômage, avec le remplacement d'un nombre croissant d'emplois "normaux" par des petits boulots temporaires mal payés et sans garantie, avec l'exclusion qui touche 5 millions de personnes et qui en menace 12 millions, le projet de loi ait changé d'envergure, passant de lutte contre l'exclusion à simple "renforcement de la cohésion sociale" ? C'est que les z'impératifs z'économiques, ou plutôt de la finance, avaient pris le dessus : la loi annoncée pour résorber la fracture sociale devenait l'organisation de l'entraide entre les exclus, puisque le cadre de son financement avait été limité à l'avance : on prendrait l'argent en abaissant le plafond des aides alloués aux chômeurs en fin de droits !

Enfin, la loi était soumise au Parlement le 15 avril. Et là, nouvelle surprise : des députés UDF agissent comme s'ils croyaient encore pouvoir faire quelque chose contre

l'exclusion ! L'un d'eux s'étonnait du mode de financement imposé, un autre proposait d'étendre les contrats d'initiative locale aux moins de 25 ans en grande difficulté, etc. Mais le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, s'est empressé d'arrêter leur élan. Et malgré l'émotion introduite dans l'hémicycle par Mme G.de Gaulle-Anthonioz venue exprimer « *l'immense attente de justice et de fraternité des pauvres* » et demander un nouvel élan pour que « *les déchirures du tissu social cessent de menacer la démocratie* », la restriction a été maintenue par un péremptoire « *mieux vaut une loi imparfaite que pas de loi du tout* » de la part du président de la commission des affaires sociales.

peine perdue

Eh bien, c'est pas de loi du tout. À peine quelques timides dispositions avaient-elles été engagées, les unes pour permettre aux sans abri de s'inscrire sur de futures listes électorales, les autres pour que, parfois, des HLM puissent leur être attribuées, d'autres encore pour que des personnes en situation précaire aient accès aux soins médicaux, que la dissolution de l'Assemblée Nationale, pour raison de convenance personnelle pour la droite, venait anéantir tous ces efforts !

Et le comble est qu'en annonçant son bon plaisir, J.Chirac a prétendu permettre ainsi aux Français de se prononcer sur « *l'ampleur et le rythme* » des réformes et de se rassembler autour des « *valeurs de la République* » dont, à son avis, apparemment, l'exclusion fait partie.

pas de concertation

Il ne s'agit pas de donner la parole aux Français, mais de les faire taire. Et pendant les cinq années qui viennent.

Il s'agit de ne pas avoir à rendre de compte et poursuivre sans entrave la politique menée depuis quatre ans : « *un nouvel élan* » pour « *aller plus loin sur le chemin des changements* ».

pour quoi faire ?

Justement, tout est là : quels changements ?

La réponse vient d'être donnée par A.Juppé : « *Moins d'État, moins d'impôts, libérer les forces qui entravent (encore?!) les entreprises* ». En clair, cela signifie diminuer (encore!) les effectifs dans les services publics qu'on démantèle, dont le nombre des enseignants pour fermer des classes, de réduire (encore!?) les dépenses de santé et ne pas entraver les "dégraissages" qui font la compétitivité des entreprises.

Il s'agit bien d'imposer (encore !) plus d'austérité dans un des pays les plus riches du monde, de convaincre un des peuples les plus (spirituels ??) productifs du monde qu'il a vécu "au-dessus de ses moyens" et, au nom de la Paix que désirent les européens, d'aider la finance à gouverner l'Europe.

Adieu les aspirations à la justice et à la solidarité du pays des Droits de l'Homme. Pour manifester leur désaccord, il restera, pour ceux qui ont un emploi, ...la grève, avec tous les inconvénients qu'elle entraîne.

Les autres pourront toujours se plaindre alors d'être pris en otages... Jusqu'à ce que le droit de



grève soit interdit. Et vive l'amnistie pour tous les abus de biens sociaux dont sont accusés les amis du couple Chirac-Juppé. Justement, d'ici quelques mois, leurs affaires arrivaient devant les Tribunaux...

Pourquoi ce coup de force si c'est pour suivre la même politique, alors que le gouvernement disposait d'une écrasante majorité ?

l'échec annoncé

D'abord parce qu'une "note de perspective" issue de la Direction du Budget a alerté le Président et son Premier Ministre, alors que ce dernier venait de lancer l'étude du projet de loi de finance pour 1998.

Cette note révélait que les déficits publics allaient être beaucoup plus grands que prévu.

D'abord le déficit du Budget, celui que le traité de Maastricht limite à 3% du PIB. Il risque d'atteindre 3,8% cette année et 4, voire 4,5% du PIB l'an prochain ! Avec de très pénibles mesures de rigueur, une croissance aussi excellente qu'invraisemblable et de meilleures rentrées fiscales, il serait possible de le ramener cette année à...encore 3,3%.

Les pronostics de la Direction du Budget, révélées par le quotidien *Le Monde*, sont encore plus catastrophiques en ce qui concerne le déficit de la Sécurité sociale, que les mesures imposées par Juppé, fin 1995 (on se souvient du mouvement de protestations qu'elles avaient soulevé) devaient, c'était certain, limiter à 17 milliards. Alors que les prévisions officielles l'évaluent actuellement à 30 milliards, plus du double, il pourrait atteindre la bagatelle de ...47 milliards !!

Ce magistral échec d'une politique menée à la hussarde explique

pourquoi l'actuelle majorité a compris que son bilan s'avèrera désastreux dans un an, au moment normalement fixé pour les législatives. Faute d'avoir envisagé la reconsidération des normes fixées pour l'euro par le traité de Maastricht (à une époque où les déficits étaient partout moins élevés), il s'agit donc de serrer (encore !) la ceinture aux Français, sans entraver la prospérité des entreprises, bien entendu.

Et pour s'en donner les moyens, la majorité espère être reconduite pour cinq ans, en prenant les électeurs par surprise.

Vont-ils marcher ?

Avant la dissolution, nous nous posions la question : qui va oser prendre l'initiative de dire franchement qu'on ne peut pas résoudre "ce qu'on appelle la crise" sans remettre en cause les bases du système capitaliste de marché et que la seule question à débattre est de définir l'après-salariat et imaginer un autre mode de distribution des revenus ?

Dans la bousculade électorale imposée par de si courts délais, il est désormais évident qu'aucun candidat, aucun parti puisse prendre pareille initiative. Donc "la question ne sera pas posée", et la gauche va chercher (encore !) comment faire "du social" selon les normes capitalistes, sur son terrain, sans avoir le choix des armes...

Malgré le mystère entretenu à dessein, les candidats de droite sont évidemment fin prêts. Comme par hasard, leurs tracts et affiches étaient chez l'imprimeur avant que la dissolution soit officielle !

Par contre les candidats d'opposition, en toute logique, se prépa-

raient pour la date normale, dans un an. Ainsi la dissolution injustifiée joue un sale tour, pas élégant au plan purement démocratique, aux nombreuses femmes que le PS avait entrepris de préparer et de présenter dans bien des circonscriptions : c'est un handicap pour elles, car il faut du temps pour se faire connaître, se mettre au courant, serrer des mains, parler, discuter, expliquer, à une époque où les gens ont de plus en plus tendance à se laisser séduire par la publicité, les grandes et belles affiches, les manifestations de masse et la télé. Le rêve de certains de voir un plus grand nombre de femmes en politique en prend un sale coup.

attention !

Alors tout va dépendre de la clairvoyance des électeurs.

Il paraît évident qu'une majorité d'entre eux a compris qu'on ne peut plus croire aux déclarations et aux promesses de la droite pour résoudre la quadrature du cercle.

On peut espérer du peuple dont la devise est encore "liberté, égalité, fraternité" qu'il ne se laissera pas aller, par dépit, à suivre les imprécations d'un Front National qui l'incite à la haine.

Mais tout cela ne suffira pas à renverser l'écrasante majorité actuelle si la plupart des électeurs ont vraiment perdu tout espoir, au point de préférer aller à la campagne, si belle au mois de mai, plutôt qu'aux urnes le jour de la fête des mères.

Et comme le bulletin blanc n'est toujours pas reconnu, on en aurait pour cinq ans à voir s'élargir (encore !) la fracture sociale.

MARIE-LOUISE DUBOIN

L'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale nous a conduits à modifier le contenu prévu de ce numéro.

À part l'éditorial, plus long que d'habitude, et l'article suivant, tous les autres, rédigés avant, ont été maintenus. Mais deux autres articles ainsi que le *courrier des lecteurs* ont été reportés à notre numéro 967 de juin.

L'Europe en panne

Une des principales raisons avancées par Chirac pour dissoudre l'Assemblée Nationale est la nécessité de disposer d'une majorité "dynamique" pour passer à l'euro. Ce qui passe, selon le gouvernement, par une rigueur accrue, (les électeurs devraient y penser avant de déposer leur bulletin de vote dans l'urne) car il faut impérativement réduire le déficit des finances publiques, soi-disant pour favoriser l'emploi ! Or, si l'on consulte les indicateurs de l'économie internationale fournis chaque semaine par l'OCDE, on s'aperçoit que la France, malgré tout ce que l'on nous raconte, fait mieux que de nombreux autres pays européens. C'est ainsi, par exemple, que le déficit public (en % du PIB) est de 3,4 pour l'Allemagne, 3,7 pour l'Italie, 3,7 pour le Royaume Uni et 3,2 pour la France. La dette publique (en % du PIB) était, en 1996, de 61,3 pour l'Allemagne, de 124,4 pour l'Italie, de 56,1 pour le Royaume Uni et de 55,1 pour la France. Alors, pourquoi vouloir nous faire serrer encore plus la ceinture ? D'autant plus que l'euro paraît de moins en moins attrayant aux Européens...

La fin du modèle

En effet, rien ne va plus en Allemagne. Le modèle tant vanté par nos "libéraux" a vécu, tué par 4,6 millions de chômeurs, soit 12,2% de la population active. Et si les dirigeants allemands se disent convaincus qu'il est possible de diviser ce nombre par 2 d'ici la fin du siècle, les acteurs économiques et l'opinion publique restent, eux, très pessimistes. La reprise tant attendue n'est toujours pas là et l'association des Chambres de commerce ne table plus maintenant que sur une croissance de 2% contre les 2,5% annoncés par le

gouvernement. Du coup, les dépenses occasionnées par l'indemnisation du chômage remettent en cause la capacité de l'Allemagne à remplir les critères de Maastricht. Le président du syndicat de la construction qui compte 700.000 adhérents, **dénonce le coût social de la monnaie unique** et en demande le report. Le président de la fédération des syndicats allemands déclare de son côté que : « la coalition de Bonn ne doit pas penser qu'elle peut obtenir son ticket d'entrée pour Maastricht sur le dos des petites gens ». Les deux tiers des électeurs du parti social-démocrate sont opposés à la monnaie unique ainsi que 46% de ceux de la CDU : « Les gens qui se sentent menacés par le chômage et qui sont en partie dépendant des allocations de l'État

veulent absolument en garder le bénéfice et craignent d'être les perdants de l'Europe. »

Et les Allemands de l'Est sont encore plus méfiants que ceux de l'Ouest en ce qui concerne l'euro. Le président du syndicat du bâtiment, Klaus WieseHügel, vient de déclarer : « Je ne suis pas contre la monnaie unique, qui reste le meilleur moyen pour assurer un développement pacifique de notre continent. Mais il n'est pas bon de faire l'UEM sans l'accompagner d'une union européenne concernant l'emploi, la dimension sociale et l'environnement. Je crains qu'on ne parle plus de tout cela dès lors

que le capital se sera satisfait de ce qui l'intéresse exclusivement : l'union monétaire. Je suis donc pour un report de la monnaie unique... parce qu'il faut s'entendre sur d'autres critères et, enfin, prendre en compte l'emploi ». A la question « Ne pensez-vous pas que l'euro fournira de nouveaux emplois ? » il répond : « Je crains que la future Banque centrale euro-



d'après Pancho

péen- ne adopte une position aussi restrictive que la Bundesbank... Dans la construction, il n'y a plus d'investissement public, et le privé ne se porte pas beaucoup mieux. Tout cela parce qu'à Bonn on veut respecter les critères de Maastricht de manière plus stricte que nécessaire. Toutes les décisions qui sont prises à Bonn sont guidées par le souci d'améliorer les conditions de l'offre, et on ne fait qu'écouter le patronat qui réclame toujours moins d'impôts et moins de responsabilité sociale. Alors voilà le paradoxe : nous sommes les champions du monde de l'exportation par tête d'habitant, et dans le même temps

nous sommes les champions du chômage. On doit commencer à penser autrement aux priorités économiques de ce pays...»

Perverse inversion

De leur côté, les Néerlandais sont de plus en plus pessimistes sur l'euro : à la question « *quelle conséquence l'euro aura-t-il dans les Pays Bas dans 20 ans ?* », 12% à peine répondent, « *cela ira mieux* », 29% pensent que cela « *ne fera aucune différence* » et 30% estiment que « *cela ira moins bien* ». Le parti "Vert-Gauche" se prononce contre l'adoption trop rapide de l'euro : « *Nous voulons une pause avant le passage à l'acte. Il faut d'une part améliorer la coopération au niveau de l'Europe sociale, et éviter que l'entrée dans l'euro d'un groupe de tête creuse les écarts entre l'Europe du Nord et celle du Sud.* »

Par ailleurs, un groupe de 70 économistes a publié un texte dans lequel ils regrettent que l'union monétaire précède l'union politique, alors que ce devrait être l'inverse.

Une basse vengeance ?

Et si la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde n'était finalement qu'une basse manœuvre RPR de plus ? En quelque sorte, des représailles contre l'inculpation en 1994 de Didier Pineau-Valencienne, PDG de Schneider accusé d'avoir lésé gravement des actionnaires minoritaires lors de la fusion de sociétés contrôlées par son groupe et incarcéré en Belgique pendant 19 jours. Il faut en effet se souvenir que le gouvernement français avait jugé inconcevable qu'une justice indépendante traite l'un de ses plus brillants capitaines d'industrie comme un vulgaire malftrat et l'avait fait savoir sans ambages à Bruxelles.

Ou encore serait-ce une réponse à l'affaire Dassault ? Soupçonné, ce que l'enquête a maintenant clairement établi, d'avoir versé des pots de vin à des formations politiques

belges en 1989 en échange de l'obtention du contrat de modernisation de la force aérienne belge, Dassault a toujours refusé de répondre aux convocations de la justice belge, ce qui lui vaut depuis mai 1996, un mandat d'arrêt international et l'empêche de se rendre à l'étranger sous peine d'arrestation immédiate. Gageons que cela doit faire la fierté de ses électeurs de l'Essonne !

L'automobile en panne

Après Vilvorde, une chose est certaine : alors que les entreprises européennes vont devoir poursuivre et même accélérer leurs restructurations pour rester compétitives face à des sociétés américaines dont les profits énormes vont accroître l'agressivité, les syndicats apprennent eux aussi à s'organiser et à avoir une approche internationale des dossiers économiques. D'ores et déjà, ce sont les syndicats qui réclament une table ronde européenne sur les surcapacités de l'industrie automobile en Europe.

Apparemment, ce n'est pas un problème qui effleure M. Schweitzer, qui veut, lui, construire toujours plus de voitures et devenir le numéro un de l'automobile en Europe. (Et au diable la pollution des villes !)

En attendant ces jours heureux, Renault et PSA supprimeront encore cette année près de 5.000 postes auxquels s'ajouteront de fortes réductions d'emplois chez les équipementiers. Et pourtant, comme la plupart des grands groupes industriels français, Renault s'est désendetté, dispose de fonds propres importants et d'une main-d'œuvre qui coûte bien moins cher qu'en Allemagne. Mais il n'en continue pas moins à vouloir réduire ses coûts de production. Pour faire de superbénéfices !

Autres lieux, autres mœurs : à l'époque où il enregistrait des pertes record, le groupe Volkswagen a mis en place la semaine de quatre jours, en 1993, sauvant ainsi 30.000 postes. En 1986,

Volkswagen vendait 2,5 millions de véhicules, dix ans après, il en a vendu près de 4 millions. Il compte porter ce chiffre à 5 millions en l'an 2.000. Renault aura donc fort à faire pour le dépasser, puisque, dans le même temps, il n'a fait passer ses ventes que de 1,6 à 1,8 million. Si ses gains de productivité ont fortement augmenté (6% par an), ses ventes n'ont pas suffisamment suivi. D'où les suppressions d'emplois. Chez PSA, la productivité augmente encore plus, 13% par an, mais les ventes ne suivent pas non plus. D'où les licenciements, puisque, pas plus que chez Renault, on ne veut entendre parler de réduction de la durée du travail ... malgré l'exemple allemand. Comme chez Mercedes où la direction vient de signer avec ses syndicats un pacte garantissant les emplois en Allemagne jusqu'à la fin de l'an 2.000, en échange pour ses employés d'une réduction des exigences salariales et du renoncement à certaines primes. En outre, la direction s'est engagée à embaucher l'ensemble des 2.000 apprentis qu'elle forme chaque année. Ces diverses mesures devraient permettre à l'industrie automobile allemande de stabiliser ses effectifs, au moins en 1997...

A la recherche de boucs émissaires

- Le ministre des finances allemand, Theo Waigel, a proposé, le 11 avril à Fürth (Bavière), de réduire le montant de l'aide sociale versée aux étrangers. Lors du congrès des chrétiens-sociaux dont il est président, le ministre s'est demandé « *si les étrangers devaient être placés sur un pied d'égalité avec les Allemands* » en ce qui concerne le niveau des prestations de l'aide sociale. Un revenu minimum est en effet versé pour assurer la subsistance des plus démunis, et notamment de tous ceux qui ne sont pas couverts par l'assurance chômage.
- En Autriche, confronté au chiffre record de 302.000 chômeurs, dont 14% d'étrangers, enregistré en février, le gouvernement a décidé



de freiner l'immigration. Il prévoit d'abaisser le quota d'immigrés autorisés, de restreindre le regroupement familial et de retirer le permis de séjour à des étrangers sans travail, qui devront donc quitter l'Autriche.

• En France, on connaît bien les folles propositions du Front National sur ce problème.

Décidément, on se croirait revenu aux années trente.

Chers managers

Une étude publiée le 11 avril par le magazine américain *Business Week* révèle que la rémunération des grands patrons américains a augmenté de 54% en 1996 pour

s'établir à 33,5 millions de francs en moyenne, soit **209 fois le salaire d'un ouvrier** d'usine.

Est-ce justifié ? Non, cent fois non. On lira ci-dessous ce qu'en pense un des plus célèbres économistes contemporains. Ne nous étonnons donc pas si les responsables des grandes entreprises françaises encore nationalisées sont les plus ardents défenseurs de la privatisation de leur entreprises, même si, pour la plupart, ils sont issus des grands corps de l'État. Ils peuvent d'ailleurs, pour cela, compter sur le soutien des gouvernements de droite, quitte à approvisionner en échange les caisses du RPR ou de l'UDF.

« Une grande partie des revenus et des richesses sont attribués sans aucune, ou avec une très légère, justification sociale et ceux qui les reçoivent ne produisent que peu de services économiques, voire aucun. L'héritage est le cas le plus évident. Et l'on peut citer encore les dons, les accidents et les perversions du monde financier. Et ajoutons aussi les gratifications que les managers des grandes entreprises modernes s'allouent, forts de leurs pouvoirs personnels. Comme on l'a remarqué, le management moderne des grandes entreprises a pour principale vocation, comme dans toute doctrine économique orthodoxe, la maximisation du profit. Mais comme le management moderne est libéré dans une large mesure du contrôle ou de la contrainte des actionnaires, il a décidé de transformer le vieux principe en la maximisation de ses propres avantages. Avec la souplesse de conseils d'administration qu'il choisit lui-même, il peut fixer sa propre rémunération, se doter de paquets d'actions et préparer son départ avec toutes les retraites ou indemnités qui lui semblent bon. Qu'un tel comportement ne soit lié à aucune fonction économique ou sociale plausible est une opinion largement partagée. Les affirmations fréquentes et parfois ferventes sur l'utilité de telles situations ne sont guère plus que des contes à dormir debout ».

JOHN KENNETH GALBRAITH

(Pour une société meilleure, Seuil, 1997.)

Ils s'engagent !... à quoi ??

Un titre attire l'œil à la Une du journal *Partage*. Intitulé « *Des financiers s'engagent pour l'emploi et contre l'exclusion* » il explique, sur deux pleines pages, comment « *les signataires s'engagent à agir dans les directions suivantes afin de favoriser les créations d'emplois et de limiter l'exclusion sociale* »...

Il s'agit d'abord de « *dénoncer les stratégies purement comptables*

qui se limitent aux réductions d'emplois », etc, etc.

Suit enfin la liste des signataires. Surprise, on y trouve le nom de Louis Schweitzer ... Oui, le patron de Renault qui a brutalement décidé de fermer l'usine de Vilvorde, en février dernier !!!

Précisons que ce numéro de *Partage* est celui de février-mars 1997!

communiqué:

Les périphériques vous parlent

Les 22, 23 et 24 novembre 1996 s'est tenue à Paris, à la Salle Polyvalente de la Roquette, la manifestation « Cum petere (chercher ensemble) pour des États du Devenir » à l'initiative du journal *Les périphériques vous parlent*, de Génération Chaos, du Laboratoire d'études pratiques sur le Changement et avec le parrainage du Forum Civique Européen, d'Icare, de la Maison Grenelle, du MAUSS, du *Monde Diplomatique*, du SNESup FSU, et de l'Université Paris 8-Saint-Denis. Les *États du devenir* est un projet en marche qui concerne tous ceux qui n'acceptent pas un avenir programmé par les logiques de guerre économique, tous ceux qui, face à la précarisation, veulent se donner les moyens de penser un autre avenir... Plus de mille personnes, dont plus de la moitié avaient fait le déplacement de province ou de l'étranger, ont participé de près ou de loin à cette manifestation...

La question de l'organisation n'a cessé d'être au cœur des débats, notamment à travers cette idée que l'invention de pratiques de débats démocratiques ne pouvait être simplement l'effet de la bonne volonté des "prétendants citoyens", mais qu'elle devait être assurée par l'ensemble des participants...

Enfin la question « *comment faire mouvement ?* » a été préférée à cette visée souvent bien velléitaire qui consiste à engager les foules à « *faire un mouvement* », les participants se préoccupant plutôt d'éviter de se lancer sur les terrains de « la politique normalisée actuelle », de créer une structure de plus (avec les mêmes auxiliaires de pouvoir) et des projets de fondation ou de refondation de partis ou de mouvements.

Le n°7 du journal *Les périphériques vous parlent* fait écho à cette rencontre et aux propositions qu'elle a suscitées. Le n°8 mettra l'accent sur les hors champs de la rencontre : ses continuités, les projets et les démarches qu'elle a générés les résonances qui lui donnent voix...

Les *États du Devenir* ne se résume donc pas à ces trois jours mais reste un projet à construire ensemble. Tous ceux qui désirent prendre connaissance plus précisément de ce projet peuvent se procurer ces deux numéros des *Périphériques*¹.

1. Disponibles sur simple demande (25 F l'un) à la rédaction des *Périphériques vous parlent*, BP 46, Paris Cedex 10.



A-L W

Contre-pouvoirs contre ... pouvoirs

Il faut être bien conscient d'une chose : en Europe, il n'y aura jamais, simultanément, des gouvernements "de gauche". Les élections ne sont pas concomitantes et la durée des mandats est différente. Mais, seraient-elles concordantes que ces gouvernements dits de gauche — le passé l'a prouvé (France, Allemagne, Portugal, Espagne, etc ...) — ne feraient pas une politique différente de celles des gouvernements de droite. Nous l'avons, hélas, appris à nos dépens en France en deux fois cinq ans. Et en quoi le programme de Tony Blair se distingue-t-il fondamentalement de celui de John Major ?

Bref, l'Europe qui est en gestation est totalement au service du marché, des marchés. Et, comme je le soulignais dans mon dernier article, malgré la concurrence — que de puissantes alliances ou fusions atténueront — les tenants de l'Europe libérale sont parfaitement d'accord sur le fond et les objectifs : profits maximums, baisse des coûts du travail et des charges sociales, licenciements sans états d'âme. Chômage et exclusion, scories du progrès, sont intégrés à leurs calculs et transférés à la charge de la Communauté.

Donc, à ce jour, l'Europe sociale est effectivement absente du souci des marchés, lesquels gouvernent les gouvernants; même lorsque ces derniers se croient obligés un beau discours "social".

L'affaire Renault de Vilvorde a-t-elle été l'étincelle qui a éclairé l'impérieuse nécessité de contre-

pouvoirs sociaux à la force unifiée du libéralisme ? Différentes manifestations et marques de solidarité de la part de nombreux pays d'Europe ont suscité un espoir qu'il faut maintenant consolider, développer, organiser, structurer.

Tâche difficile, car, si en face le commandement de la *pensée unique* est bien intégré, les forces sociales sont, elles, dispersées, souvent jalouses de leurs prérogatives, et loin d'avoir leur *pensée unique*, même minima. Elles ne semblent guère avoir une idée claire des objectifs et des forces à rassembler pour les atteindre.

Nous l'avons vu plus haut : il ne faut pas compter sur les hommes politiques, sauf exception. Restent les syndicats et les mouvements sociaux pouvant jaillir des masses inorganisée : nous l'avons vu en France fin 1995, lorsque les syndicats n'ont fait que suivre. Et des événements ponctuels, comme la fermeture de Vilvorde, peuvent mobiliser des couches très différentes, voire peu politisées.

Quant aux syndicats, prenons ceux de France : pour le premier mai, *fête du travail par excellence*, depuis des années chaque syndicat déploie des efforts d'imagination pour éviter de rencontrer les autres. Alors que l'union est impérative face à un patronat soudé. Cette attitude est suicidaire.

La première condition pour qu'émergent des contre-pouvoirs à la hauteur de l'enjeu, est donc une forte convergence syndicale dans chacun des pays concernés par l'Europe.

La deuxième condition est évidem-

ment une consolidation — rencontres, travail permanent, définition des objectifs, etc — de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) qui regroupe 45 millions d'adhérents (en France, la CGT a été refusée). Bien entendu pour contraindre les syndicats à une entente et à une action commune, il serait indispensable que des associations, des personnalités¹ venues d'horizons divers lancent des idées, exercent des pressions, tant au niveau de chaque pays qu'au niveau européen.

Pour le moment, seul le libéralisme "avance" en force : il rogne les salaires, les avantages sociaux ; il licencie. Les luttes qui s'exercent au cas par cas, lors des licenciements par exemple, s'usent avec le temps, quelquefois dans l'indifférence ou l'ignorance. La droite peut ainsi poursuivre son œuvre en "tirant vers le bas" les conquêtes sociales souvent acquises de haute lutte depuis deux siècles et singulièrement depuis soixante ans.

Il est donc plus qu'urgent que des contre-pouvoirs puissants et coordonnés se mettent en place si l'on veut que l'Europe — qu'on soit pour ou contre, elle semble désormais inéluctable — soit autre chose que celle du libéralisme.

ANDRÉ PRIME.

— — — —

¹ Nous pensons par exemple à Viviane Forrester. En quelques mois, elle a vendu plus de 275.000 *Horreur économique*, ce qui est unique pour ce genre de sujet. Cela plus de 500.000 lecteurs. La France de la révolte existe.



Dix pour tous

Les politiques, c'est bien connu, sont des gens tellement occupés qu'ils n'ont pas le temps de penser. Qu'à cela ne tienne, des penseurs de métier (des chercheurs scientifiques) ont entrepris de former un groupe de réflexion dont les conclusions puissent aider les décideurs politiques. L'expérience était hardie, mais enthousiasmante. C'était le moyen de remplacer l'actuel pilotage à court terme et courte vue par une politique éclairée, prospective et d'avant-garde. C'était l'espoir de gérer la mutation en cours.

Brigitte Chamak¹ décrit cette entreprise à l'origine de laquelle se trouve Jacques Robin² et son profond humanisme, son souci des autres, lié au désir de participer, par tous ses moyens, à l'élaboration d'un monde plus humain, d'une société plus intelligente. Son engagement politique ne s'est jamais relâché : il a commencé en prenant parti, à 17 ans, pour la cause des républicains espagnols; dès la fin de la guerre, il a adhéré au parti socialiste, dont il fut membre de la commission de politique internationale, et dont il a démissionné en 1965, préférant dès lors créer lui-même des instances où on réfléchit en commun à l'avenir de la société. Il participe ainsi à la création de *Socialisme et Liberté*, qui réunit Camus, Sartre et Malraux; à celle d'un hebdomadaire, *Demain*, en 1956, qui se focalise sur la construction de l'Europe et sur les problèmes des droits de l'Homme et dénonce les tortures en Algérie. Médecin de formation, J.Robin a exercé sa profession comme rhumatologue puis comme directeur des laboratoires Midy. Mais son souci, dès la fin des années 60, est de mettre sa science, son esprit scientifique, puis la science, au service de la réflexion politique. Il dispose pour cela d'un véritable don, celui de savoir rapprocher les gens, de susciter des "synergies" entre spécialistes qui découvrent, en dialoguant, qu'ils ont tout à gagner à comparer leurs approches plutôt qu'à rester dans leurs tours d'ivoire respectives. C'est avec Robert Buron, qu'il rencontre au *Mouvement pour les ÉTATS-UNIS socialistes d'Europe*, avec Henri Laborit et Edgar Morin, que naît l'idée de créer un groupe de scientifiques et de politiques capables de réfléchir ensemble. Quand de tels contacts s'établissent entre des esprits aussi brillants que ceux que Jacques Robin et ses amis ont su choisir, une telle entreprise a de quoi prendre des dimensions historiques. Et c'est bien ce qui s'est passé, de 1969 à 1976, au sein du groupe que décrit Brigitte Chamak dans son livre au sous-titre éloquent : *"les avatars des rapports entre science et politique"*. Les amis, réunis par et chez J.Robin étaient tous, en effet, des personnalités remarquables, chacune dans sa spécialité. Les sciences de la vie y étaient de loin les plus représentées, et, bien qu'on puisse regretter

l'absence de femmes et de physiciens, on peut dire que les meilleures conditions étaient réunies pour atteindre l'objectif de Jacques : rapprocher le monde de la politique et celui de la science. Leurs échanges sont qualifiés, par ceux qui les ont vécus, de "formidables", agréables, enrichissants. Non seulement parce que toutes ces personnalités étaient d'un niveau socio-culturel élevé, mais parce qu'au contraire de ce qui se passe en général dans des discussions de travail, aucune obligation ne limitait les interlocuteurs, qui n'en attendaient rien, ni sur le plan social, ni sur le plan financier. Les récits qu'en font les acteurs, au fil de leurs entretiens avec Brigitte Chamak, sont passionnants. Le bonheur qu'on trouve à lire ce livre donne une idée de celui qu'il devait y avoir à participer à ces discussions !

Et pourtant, peut-on dire que leur volonté qui était de «*transposer en politique les méthodes scientifiques*» ait abouti ? C'est la question importante que soulève le livre. S'il fallait en juger sur la politique actuelle ou sur les programmes qui s'annoncent en vue des prochaines élections, la réponse est clairement NON. Et il y aurait de quoi désespérer et des scientifiques et des politiques et de leur réunion...

Sauf qu'on découvre, au fil des récits des membres du groupe, combien leurs propres réflexions ont gagné à ces échanges et confrontations. Et c'est finalement là qu'il faut apprécier tout l'intérêt de la démarche de J.Robin et son résultat. Par ces contacts amicaux et informels, toutes ces personnalités ont beaucoup évolué, chacune individuellement. Et c'est l'élan ainsi acquis qui est susceptible de faire évoluer non pas seulement les quelques politiciens du groupe, mais toute l'opinion publique, dans son ensemble. Le meilleur témoignage est celui de René Passet, dont quelques extraits sont reproduits ci après (page suivante).

Malheureusement, le Groupe des Dix est aujourd'hui dissout. Mais Jacques Robin a apporté sa lucidité à créer, avec la même conviction, la *Maison Grenelle* et de multiples occasions d'y débattre de l'avenir de la société.

Ne laissons pas passer cette chance d'y participer, et, surtout, dans l'esprit si bien décrit par René Passet.

MARIE-LOUISE DUBOIN

— — —

1. Dans *Le Groupe des Dix*, aux éditions du Rocher, 1997.
2. Je ne dis pas cela parce qu'il m'a confié un jour que c'est dès son enfance, à Nantes, qu'il a été sensibilisé aux thèses de *La Grande Relève* par un oncle abondanciste (bien que...un grand nombre de gens, dont le témoignage m'émeut toujours, m'aient affirmé que leur regard sur le monde a définitivement changé le jour où ils ont eu sur lui l'éclairage de Jacques Duboin).

LE TÉMOIGNAGE DE RENÉ PASSET

« Mon discours était à l'origine un discours d'économiste raisonnant sur le "noyau dur" de l'économie avec ses arguments et sa pratique d'économiste, mais il y avait des questions que je n'arrivais pas bien à appréhender. La dimension de l'homme et du vivant était présente comme un impératif lancinant, mais elle restait périphérique comme un remords de ce que je ne parvenais pas à intégrer de façon satisfaisante en dépit de mes bonnes intentions. Le Groupe des Dix m'a fourni les approches et les arguments me permettant de placer cette dimension au centre de ma démarche. C'était un changement total de perspective ... Le contact avec le Groupe des Dix explique notamment la façon dont j'ai abordé la question de l'environnement. Ce problème a constitué le révélateur qui m'a fait repenser l'économie. Le Groupe des Dix m'a aidé à concevoir de façon cohérente une économie subordonnée à l'humain, à la nature, aux valeurs socioculturelles et aux régulations de la biosphère... ». On voit que René Passet n'est pas confiné dans l'abbaye de Sainte Économie* car il ajoute :

« Je ne peux pas avoir de discussion avec mes collègues économistes dans la mesure où ils se cramponnent étroitement aux limites de la sphère économique et où ils rejettent systématiquement "tout ce qui dépasse". Ils sont des Martiens pour moi et sans doute suis-je un Martien pour eux. J'accepte mal les certitudes, l'arrogance et l'intolérance qui m'apparaissent comme les indices mêmes de l'antiscience... ».

On ne peut pas rapporter ici tout ce témoignage, et c'est dommage, mais je ne résiste pas à l'envie d'amener nos lecteurs à méditer encore cette réflexion de René Passet :

« Il y a deux façons de discuter : si chacun pense détenir la vérité, les vérités s'affrontent, on se divise et on s'épuise vainement sans aucune chance de se convaincre mutuellement...; tandis que si, partant de considérations différentes, on adopte une attitude de recherche, on mène sa quête ensemble, les différences deviennent enrichissement et complémentarité. J'ai trouvé cet esprit dans le Groupe des Dix. Qu'y avait-il de commun entre nous?... Henri Laborit, Henri Atlan, Jacques Sauvan, Edgar Morin, moi-même et tous les autres remettions en cause notre savoir... ».

M-L D.

* Allusion à la caricature que fait J. Duboin des économistes à ceillères dans son livre *Kou l'ahuri*.

RAPPORTS NORD-SUD

« Au libéralisme total qu'entend imposer l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ne doit-on pas opposer une alternative totale ? ». C'est ce que suggère Denis Horman dans son livre¹ pour la construction de nouveaux rapports Nord-Sud.

En 1994, les trois grandes Confédérations syndicales internationales ont annoncé une revendication commune en demandant l'introduction d'une clause sociale² dans les accords commerciaux entre États, reprise par le Parlement Européen. Des organisations sociales et humanitaires proposent aussi une clause environnementale et démocratique.

Mais la concurrence que se livrent les sociétés multinationales dans une logique de mort, la mondialisation de l'économie et les spéculations financières, font que les États soutiennent leurs entreprises privées pour qu'elles restent compétitives à l'échelle mondiale. L'OMC, qui est l'exécutrice des "valeurs libérales" au niveau mondial, peut-elle accepter de réglementer le commerce par l'application de clauses sociales ou environnementales ? Comment pourrait-elle défendre les droits économiques, sociaux et culturels des individus et des peuples, puisque la logique de la concurrence et de la compétitivité produit l'inverse de ces droits ? Alors comment faire progresser ces droits fondamentaux ? « Alors que la société moderne a les capacités techniques, scientifiques et humaines d'assurer le bien-être minimal et indispensable aux habitants de la planète, l'économie capitaliste, soi-disant triomphante, prône son incapacité à satisfaire les besoins élémentaires de l'humanité, à donner du travail à tous³, à faire fructifier toutes les potentialités du progrès technique. Pourtant il est possible d'organiser autrement l'économie partout dans le monde. Oui c'est possible et les "distributistes" ne cessent de le dire et de l'écrire, de faire des propositions ». L'auteur conclut : « Il faut rompre avec la folie libérale, avec la gestion libérale de la crise. Au-delà de la compréhension et de l'analyse se pose la nécessité de débattre et de proposer des alternatives dans ce nouveau contexte de la mondialisation de l'économie, des alternatives pour mettre l'économie au service de la personne. Ce livre est une contribution à ce débat ». Je vous encourage à le lire.

LUCIEN GOSSET, du GLED

1. Une clause sociale, pour l'emploi et les droits fondamentaux ? Préface de Ricardo Petrella, Ed. Luc Pire-Brux.

2. Cette clause sociale peut-elle être une protection pour les travailleurs du Sud et du Nord ? Ou camouflerait-elle une politique protectionniste du Nord ?

3. En fait, ce qu'il faut assurer à tous, c'est d'abord des revenus.



A-L W

J' ai lu, dans la Tribune Libre de la Grande Relève N°964, un article signé H. Gurnaude, qui me semble intéressant car il se rapproche de ce que je pense quant aux mesures transitoires.

Si je ne suis pas d'accord avec cette personne, lorsqu'il accuse le mouvement de faire du "sur place" et qu'il lui reproche de ne pas avoir "appliqué ses thèses sur le terrain" ! (ce que je ne comprends pas), je trouve cependant deux points de concordance avec mes idées personnelles.

Tout d'abord lorsqu'il parle de la peur du changement. En effet, beaucoup de personnes veulent que cela change... mais pour eux, c'est-à-dire que leur situation personnelle s'améliore ! Quant à un réel changement, ils ont peur d'un trop grand bouleversement pouvant porter atteinte à leurs petits intérêts et à leurs habitudes. Lorsqu'on fait lire le dernier numéro spécial de la GR (qui constitue un formidable outil de propagande) on rencontre en général une assez large approbation en ce qui concerne la partie critique du système économique actuel (ce qui n'était pas le cas dans les années 45-50). Par contre, lorsqu'on arrive à la partie constructive et aux mesures transitoires, on se heurte à une bien plus grande réserve et parfois même à une réelle opposition, en tous cas, presque toujours à une peur certaine de l'inconnu !

C'est pourquoi, je pense que c'est une transition que je qualifierai de "douce" qu'il faudrait trouver. Partir d'un système, certes injuste, plus adapté et exécutable... mais qui existe et par certaines mesures passer progressivement et insensiblement à un système d'Économie distributive.

Deuxième point intéressant le "double système économique", que j'appellerais plutôt "système de double monnaie". Je m'explique : pourquoi ne pas revendiquer (dans le système actuel) la création d'un Revenu Social Familial (RSF) réglé en monnaie de consommation ?

Toute famille dont l'ensemble des revenus n'atteindrait pas le RSF se verrait verser une allocation complémentaire (ce qui remplacerait les allocations

familiales, de logement et toutes les aides possibles, ainsi que l'indécemment RMI !). La monnaie de consommation que recevraient ces personnes, serait basée, ainsi que nous le préconisons, sur la production, mais dans ce cas il s'agirait d'une production limitée à des produits bien déterminés que je qualifierais de vitaux, à savoir : de la nourriture (viandes, légumes, fruits, pain, lait, etc.), des vêtements, des chaussures, également possibilité de régler avec cette monnaie certains loyers, l'électricité et le gaz à usage domestique... Cette liste n'est pas exhaustive. Cette monnaie présenterait les caractéristiques de la monnaie que nous préconisons, elle serait scripturale et ne pourrait circuler. Une certaine convertibilité devrait être envisagée, tout au moins au début, entre les deux monnaies, car les fabricants et distributeurs de ces produits ne pourront faire autrement que de régler leurs frais généraux et leur personnel en monnaie normale. Ce système aurait l'avantage d'éradiquer de suite la misère et permettrait de prouver qu'une Économie distributive est possible et de plus serait à l'avantage de tous.

En effet, vu la crise qui frappe de plus en plus durement les TPE et PME, quatre entreprises sur cinq disparaissent dans les cinq ans qui suivent leur création (je ne parle pas des multinationales et entreprises capitalistes, toujours soutenues par les banques), cela constituerait pour beaucoup d'artisans, de commerçants, de petites entreprises, une planche de salut qu'ils ne refuseraient pas. Je suis certain que, très vite, il y aurait de plus en plus de volontaires pour fabriquer ou diffuser ces produits et ainsi entrer dans le système. Très vite aussi, seraient étendues la gamme et la quantité de produits disponibles et donc la quantité de monnaie à distribuer... d'où augmentation proportionnelle du RSF.

Et l'on peut espérer ainsi qu'un jour tous les biens de consommation, tous les services seront réglables en monnaie de consommation... ce jour-là nous serons en régime d'Économie distributive et cela se sera passé sans heurt.

Que deviendra alors la monnaie "normale" ? Il faudra voir à ce moment si les mentalités sont prêtes à accepter un

régime d'Économie distributive pure (ce qui implique l'égalité des revenus) ou alors s'il sera nécessaire de conserver cette monnaie. Dans ce dernier cas, il faudrait contrôler sa circulation et pour cela la rendre scripturale pour éviter combines, fraudes et trafics. Elle servirait alors à l'acquisition de biens anciens et d'occasion (voitures, bateaux, maisons, etc.).

Je pense que ces deux mesures : Revenu social familial et Monnaie de consommation, pourraient nous servir de base pour une revendication populaire, acceptée par beaucoup.

Évidemment de très nombreuses mesures d'accompagnement devraient être appliquées... mais ce serait trop long à énumérer !

Michel Labatud

NDLR. Quelques petites remarques de détail, questions ou précisions :

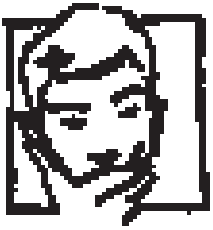
— L'originalité de la proposition de notre lecteur par comparaison avec l'impôt négatif, est qu'il ne s'agit plus de REdistribution, mais d'une véritable distribution par l'État, à l'aide d'une monnaie créée par lui. Mais elle pose le problème de l'existence de deux monnaies parallèles. Pas évident (loi de Gresham selon laquelle "la mauvaise monnaie chasse la bonne").

— À éclaircir : Qu'entend notre lecteur par monnaie scripturale, quand il dit qu'il faut la rendre scripturale pour éviter combines, fraudes et trafic ? Car la monnaie actuelle est scripturale ! Ce qui éviterait les fraudes est qu'elle soit nominale, qu'elle ne soit qu'un moyen de paiement, non transférable contre intérêt. Mais sa forme peut indifféremment être celle de chèques ou d'une carte à puce.

— L'idée que cette monnaie soit réservée à certains achats est facile à réaliser : c'est déjà le cas des chèques-repas et des chèques-vacances.

— Enfin soulignons que notre correspondant est partisan d'un revenu familial et non individuel, donc de contrôles, qui peuvent être humiliants, avant d'attribuer ce complément très légitime...

M-L D



Décider, aujourd'hui !

Jusqu'à quelle limite le peuple restera-t-il ainsi pataugeant dans les préjugés, docile au conditionnement ? La presque totalité des cinq milliards d'êtres humains vivants est soumise au joug du seul système économique qu'admet la pensée unique ! Qu'attend ce peuple pour s'éveiller, pour comprendre que personne ne cherche à l'aider, qu'il est seul et que son ultime issue est de se prendre en charge ?

La pauvreté et la souffrance ne sont nullement des lois naturelles infligées aux humains. La Terre n'est pas une étape de Rédemption. *Ouvrez donc les yeux !* disait J. Duboin. L'abondance est acquise, elle est une des plus grandes conquêtes de l'humanité, mais il faut apprendre à la gérer pour la distribuer entre tous. Elle est une "métamorphose" de la condition humaine. Il s'agit de sortir du cocon et d'accepter un corps tout neuf.

Tout est pourtant clair: le capitalisme n'a plus besoin de la sueur humaine, il le montre sans vergogne et sans scrupules. Le droit au travail est bafoué. Du fait de sa liaison avec le salariat, toute suppression de travail élimine toute source de revenu, tout moyen de répondre aux besoins vitaux. Ainsi, bafouer le droit au travail revient à supprimer pour beaucoup, et de plus en plus, le droit de vivre, comme l'écrit Viviane Forrester dans *l'horreur économique*¹. Le capitalisme tente de se sauvegarder en utilisant, dans une vision à court terme, tous les moyens disponibles. La réduction draconienne des charges salariales par l'utilisation du machinisme, de l'informatique et d'employés mal payés ne lui pose aucun cas de conscience. Aucune frontière ne représente pour lui un obstacle. Par contre, les politiciens chargés maintenant du

rôle d'amortisseurs, de manipulateurs de l'information, se donnent pour objectif de maintenir les peuples dans l'illusion d'une solution miracle, dans des principes nationalistes (la grandeur de la France et son rayonnement planétaire) et sentimentaux (l'Europe fraternelle et culturelle).

Le conditionnement est si puissant que la supercherie fonctionne : populations et instances représentatives s'enferment dans des espoirs périmés comme le plein emploi en système capitaliste ou la reprise de la croissance bienfaitrice. À propos de la croissance, A. Jacquard² montre l'aberration d'une telle solution en ce qui concerne la dilapidation des richesses naturelles par les Occidentaux, l'agrandissement du fossé entre Nord et Sud et l'inefficacité évidente dans la lutte pour le plein-emploi. Politiciens et économistes maintiennent leur entreprise de duperie en diffusant inlassablement l'idée d'une crise passagère alors qu'il s'agit, en réalité, d'une mutation.

Pendant que les peuples hésitent, s'observent, attendent, les capitalistes sont passés à l'offensive en entretenant la pensée unique et en mondialisant l'économie libérale, non pas dans l'objectif d'une œuvre philanthropique, mais dans une indifférence totale pour l'humanité. Non, la pauvreté n'est pas une punition divine. Non, l'exclusion sociale n'est pas une sanction pour un démerite quelconque. Non, la hiérarchie sociale n'a pas de relation avec les lois Darwiniennes de la sélection naturelle. Non, le travail laborieux n'est pas une obligation terrestre. Non, la compétition et la propriété privée ne correspondent pas à des instincts³. La libération vis à vis de ces préjugés s'avère indispensable si les peuples veulent réagir efficacement contre

l'hégémonie carnassière capitaliste. Les peuples menacés (lequel ne l'est pas aujourd'hui ?) sont en état de légitime défense. Adaptant la technique des arts martiaux, la solution consiste pour eux à utiliser l'énergie de l'adversaire pour renverser la situation à leur avantage. Les capitalistes veulent la mondialisation, la réduction de la charge salariale, allons dans leur sens en prônant la suppression du salariat qui ne répond plus à la "condition nécessaire de survie", et exigeons en contrepartie un revenu de consommation...

N'est-ce-pas ce langage que devraient utiliser les institutions sociales, syndicats et partis de "gauche" face au paradoxe flagrant offert par notre société actuelle : la disparition progressive des salaires alors que les richesses existantes et potentielles prolifèrent ?... Et, puisque la création d'une monnaie unique est d'actualité en Europe, utilisons donc celle-ci pour garantir et favoriser l'accession à la consommation. «*A chacun selon ses mérites*» doit être remplacé par «*A chacun selon ses besoins*». Viviane Forrester va dans ce sens en écrivant : «*pourquoi ne semblait-on pas chercher avant tout un mode de répartition et de survivance qui ne serait pas fonction d'une rémunération d'emploi ?*»

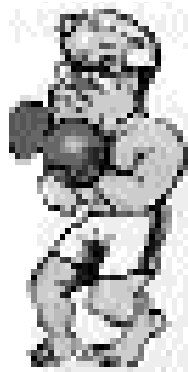
Certains fanatiques du système libéral sont capables de souhaiter retrouver les conditions florissantes du XIX^{ème} siècle. Albert Jacquard va jusqu'à parler d'intégrisme à leur sujet. Qu'il soit religieux ou pseudo-scientifique, les peuples vont-ils suivre pareil intégrisme par lassitude et démission ? Ou bien vont-ils choisir la voie de la lucidité, de la clairvoyance et de la créativité ? Jamais les peuples n'ont eu autant leur destin commun entre leurs oreilles. —>

Toute révolution comporte ses dangers. Difficile d'effacer le conditionnement de plusieurs générations. Mais une auto-analyse est indispensable parce que l'étude des notions et des principes sur lesquels était basé le système antérieur assurera l'assise du nouveau. Les notions de propriété, de compétitivité, d'échelle hiérarchique, de mérite lié au travail vont-elles survivre alors qu'elles sont liées à la conception d'un monde essentiellement productiviste, matérialiste ? Henri Laborit préconise de changer les trois mots des frontons de nos mairies et les remplacer par : "Conscience, Connaissance, Imagination."

L'humain a désormais devant lui un formidable avenir à construire s'il sait saisir l'opportunité qui se présente. Il possède les raisons justifiant le changement de civilisation et l'économie distributive pour assurer l'évolution souhaitable. La conclusion sera celle d'Albert Jacquard² : « La dignité de l'Homme consiste à prendre en main son devenir, à choisir. Aujourd'hui, plus sans doute que jamais au cours de notre histoire, nous sommes face à une bifurcation : d'un côté la voie facile de la domination de quelques uns sur la multitude des démunis — une société fondamentalement esclavagiste, efficace, ordonnée, mais où la presque totalité des hommes vivront sans espoir ; de l'autre, le chemin escarpé, périlleux, d'une recherche de l'égalité entre tous les membres de l'espèce, la construction jamais achevée d'une société où tous les hommes se sentiront chez eux partout sur la Terre des Hommes. La barbarie ou la démocratie, il faut en décider aujourd'hui. »

Alain LAVIE.

1. Viviane Forrester, *L'horreur économique*, Fayard, 1996.
2. Albert Jacquard, *J'accuse l'économie triomphante*, Calmann-Lévy.
3. Henri Laborit, *La colombe assassinée.*, Robert Lafont.



Lettre ouverte

à Lionel J'OSE-PAS

En lisant, en relisant les grandes orientations que vous avez proposées aux Français le 18 mars, nous les avons trouvées bien tièdes. Tant de sollicitude pour les entreprises, tant de souci pour la "croissance", ce mot fourre-tout qui est censé signifier à la fois prospérité, profit et bonne santé des marchés. Est-ce là dessus qu'il faut mobiliser les citoyens si l'on croit encore que le "socialisme" est un mot porteur de changement ?

***Il est temps d'oser.** Il est temps d'oser dire aux Français que plus les entreprises augmentent leur productivité pour répondre à une concurrence féroce, plus elles se débarassent de travailleurs dont elles n'ont plus besoin : c'est donc que la croissance existe, mais que ses fruits sont confisqués. Autrement dit que le chômage, c'est la résultante d'une masse de richesses produites de plus en plus facilement avec de moins en moins de travailleurs.*

***Il faut oser maintenant,** cher Lionel Jospin, vous appuyer sur ces chômeurs rejetés comme "sous-produits" d'un système qui peut fabriquer de la richesse sans eux. Ils ne sont pas les "exclus" d'un système inéluctablement maître du monde : ils sont le ferment d'une société différente.*

***Il faut oser,** pour les faire basculer dans votre camp, leur donner les clés de la révolte : **il n'y a plus, il n'y aura plus jamais de rapport entre la masse de richesses produite avec une automatisation grandissante et la quantité de travail humain qui aurait été nécessaire il y a 50 ans.** Par conséquent, il faut oser dénoncer le système "libéral", ce capital qui n'a aucun scrupule à mettre à la poubelle des millions de travailleurs et à demander à l'État de s'en occuper.*

***Il faut oser,** cher Lionel Jospin, écrire un autre programme, qui incitera les citoyens, chômeurs en tête, à réclamer une part sans cesse grandissante de la richesse produite sans eux. Votre programme ressemble, hélas, à quelques nuances près, à celui des libéraux qui nous gouvernent.*

PHILIPPE ROBICHON.

Rappelons à nos lecteurs que lorsque cette lettre a été rédigée, tout le monde pensait que les prochaines élections auraient lieu dans plus d'un an...

bloc - notes

associations et revues



FORUM INCARNER L'UTOPIE

*sous le patronage de
Yehudi Menuhin
et la présidence de
Pierre RABHI*

les 17, 18, 19 Mai 1997
(Pentecôte)

au Centre des Congrès d'Aix les Bains (Savoie)
avec la participation de

Yvan AMAR	Philippe DERIUDDER
Claude AUBERT	Bernard DEVERT
Marie-Pierre BOVY	Pierre GEVAERT
Jacques CASTERMANE	Pierre LUNEL
Bernard DANGEARD	Alain MICHEL
Silvia OSTERTAG	Yves RÉQUÉNA

TERRE DU CIEL
13 rue Henri IV

BP 2050 - 69227 Lyon cedex 02
tel 04 72 77 63 88

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

H. Hesto 370 - Mme Lamouroux 120 - H. Lepeu
70 - Mme Massat 300 - J. Nantet 70 - F. Patino
70 - Mme Quille 20 - Mme Casanova 300 -
Melle Clouet 70 - Anonyme 500 - P. Gibon 70 -
Mme Varin 20 - R. Mermet 610 - Mme Lahens
300 - J.L. Lenclos 50 - C. Logre 220 - Cl. Monet
50 - H. Naud 70 - J. Pothron 20 - Mme Cart 70 -
F. Castille 20 - J. Donadio 120 - J. Figarella 105
- H. Tabrant 70 - S. Bagu 70.

Total 3.755 F. Merci à tous !

G.L.E.D
Groupe Liégeois
pour
l'Economie Distributive
*a publié la brochure
Muter ou chuter*
(prix 20 FF,
CCP 000 0660548-75)
*et diffuse livres et
journaux distributistes
en Belgique.*
L. Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHÉROUX
BELGIQUE

*
G.S.E.D.

Groupe des Salariés
pour
l'Economie Distributive
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*
ÉVASIONS

*publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"*
J-C. Giroud
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*
EDEN

Equipes pour la
Diffusion d'une
Economie Nouvelle
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*
**CITOYENS
DU MONDE**

15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*
**FRAGMENTS
- DIFFUSION**

*lettre associative
bimestrielle
d'alternative
personnaliste*
8, rue de la Chapelle
75018 PARIS

**TRANSVERSALES
Sciences / Culture**
21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

*La Grande Relève
s'est inscrite
à titre collectif
à la Maison Grenelle
pour permettre à tous
ses abonnés
d'en utiliser
les services,
en particulier ceux
de la bibliothèque..*

*
**ALTERNATIVE
SYNDICALISTE**

*éditée par le Cercle de réflexions
et d'Actions Syndicalistes*
38, rue du Stand
95120 ERMONT

*
LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*
GAVROCHE

Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

*
**A CONTRE-COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE**

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*
RÉSISTANCE

À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61, rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

*
LA RAISON

*Courrier de la Libre Pen-
sée de Seine St Denis*
53 rue Jules Vallès
93700 DRANCY

En résumé, en prenant le risque d'être trop bref...

UN CONSTAT :

LA GRANDE RELEVÉ

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,
qui pose en principe que :

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et

au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyen-neté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront

composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers". La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

... exemplaires de la **Grande Relève N°**.....,à.....F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Kou l'ahuri**, à 65 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de **Les affranchis de l'an 2000**, à 110 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires d'**Un Socialisme à visage humain**, à 25 F l'un, soit.....F
 ... exemplaires de la bande dessinée **Et si on changeait?** à 25 F l'une, soit.....F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE F

PAR CHEQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELEVÉ, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM, NOM, ADRESSE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE ET SIGNATURE

M.....

remplir et adresser à **LAGRANDE RELEVÉ, BP 108, 78110 LE VÉSINET. FRANCE**